



Communiqué de presse de Hervé SAULIGNAC

Le 02 décembre 2018

La journée du 1er décembre restera gravée dans l'histoire sombre de notre pays à la suite des manifestations parisiennes dont les violences ont fait le tour de toutes les télévisions du monde.

Mais en ce jour, je pense aussi à ces scènes de guerre civile que Le Pouzin a connu. Je pense aux Pouzinois qui ont eu à subir des violences sans précédent comme aux élus municipaux qui ont assisté impuissants, au saccage des biens publics et de leur travail.

Si de nombreux gilets jaunes ardéchois souhaitent crier leur détresse au Pouzin, d'autres souvent venus d'ailleurs pour plonger la ville dans le chaos pendant plusieurs heures.

Ces violences sont inacceptables. Rien ne saurait les justifier. Aucun argument ne sera recevable à ma conscience républicaine. C'est pourquoi je veux rendre hommage aux forces de l'ordre, de police comme de gendarmerie, ainsi qu'aux 49 pompiers mobilisés ce soir-là. Je n'oublie pas non plus la presse, ses journalistes et ses correspondants, parfois pris pour cible, au motif qu'ils seraient complices d'un système à abattre. Cette presse est au centre de toute démocratie et elle doit être protégée dans ses missions.

Je sais le professionnalisme et le courage de tous dans une épreuve qui a durement affecté les forces de l'ordre. Pour avoir rencontré les gendarmes vendredi 30 novembre dans leur brigade du Teil, placés sous l'autorité du Commandant Nicolas CHAPTAL, je peux témoigner de leur souci profond de toujours privilégier le dialogue à l'usage de la force qui ne s'applique qu'en ultime recours. Je leur dis ma reconnaissance et ma gratitude.

Très vite, l'ordre doit être rétabli, la sécurité assurée et la paix sociale restaurée. Elles passera nécessairement par les forces de la République qui ne peuvent être pointées du doigt dès lors qu'elles exécutent des consignes reçues, agissant pour la sécurité et non pour la répression.

Dans cette confusion, je n'associe pas les casseurs-voyous à l'immense majorité des Gilets Jaunes. Pour en avoir rencontré beaucoup depuis le 17 novembre, je sais leur détresse, la sincérité de leur démarche et jamais je ne contesterai leur aspiration à une vie meilleure. Ma mission de représentant du peuple consiste d'abord à porter leur voix.

C'est pourquoi, dès lundi soir, je serai à Paris pour exprimer leurs revendications et le message de désespoir qui s'exprime parfois dans leurs rangs.

Mais au-delà de leurs revendications, je dirai aussi au Gouvernement combien chaque jour qui passe, plonge un peu plus notre pays dans une radicalité dangereuse. La France s'est enlisée dans la ZAD de Notre Dame des Landes. Si elle ne réagit pas très vite par des réponses concrètes, elle s'enlisera dans les milliers de ZAD qui peuplent nos ronds-points partout en France.

Parce que l'heure est grave, je ne me défausserai pas avec démagogie sur le Gouvernement. La responsabilité face à cette défiance, est collective. J'en prendrai ma part avec lucidité pour participer au débat national.

Il n'y aura de ma part, ni récupération, ni posture, ni petit calcul politicien. Le dialogue doit s'ouvrir très vite et sans faux-semblant. Le mouvement des gilets jaunes ne doit pas faire oublier la France qui se tait mais n'en pense pas moins, celle qui ne peut ou qui ne veut descendre dans la rue. Cette France là est fatiguée des chiffres falsifiés du Ministère de l'Intérieur qui résonnent comme du mépris. Elle attend mieux que des propositions de table ronde ou des mesures limitées aux enjeux écologiques. Elle ne supporte plus les appels généreux au dialogue qui s'accompagnent systématiquement et préalablement d'un refus de changement de cap.

Enfin, si je ne critiquerai jamais l'ordre républicain, je ne renoncerai pas plus à la justice sociale. Je souhaite donc ne plus jamais avoir à connaître les scènes de violence terribles qui ont émaillé la France et meurtri le Pouzin. Je souhaite surtout qu'un chemin d'espoir crédible s'ouvre très vite pour ceux minés par la désespérance.